

**Transactions courantes.**—L'excédent provenant des échanges commerciaux\*, réalisé en 1961 pour la première fois depuis 1954, s'est accru rapidement en 1963 et en 1964 pour atteindre 700 millions de dollars; les ventes extraordinaires de blé et de farine à l'U.R.S.S. et à d'autres pays communistes ont constitué un élément important de cette augmentation. Ainsi, la réduction du déficit du Canada au chapitre des transactions courantes, au titre des biens et services et entre 1959 et 1964, suivie d'un regain en 1965, est attribuable en grande partie à un changement dans la balance du commerce-marchandises. Cette balance a beaucoup varié; un déficit sans précédent de 728 millions de dollars a été enregistré en 1956, lorsqu'il comptait pour plus de la moitié du déficit global au compte courant, d'autre part, en 1964, l'excédent exceptionnellement considérable de 701 millions de dollars a été supérieur aux excédents d'échange de marchandises obtenus dans les premières années d'après-guerre. La balance des exportations, qui se chiffrait à 118 millions de dollars en 1965, a été nettement inférieure aux excédents enregistrés en 1961 et en 1962, soit 173 millions et 184 millions de dollars respectivement. Le déficit des postes invisibles n'a cessé d'augmenter depuis 1955, alors qu'il est demeuré inférieur à 500 millions de dollars et ce, jusqu'en 1961, année où il a dépassé le milliard. Au cours des dernières années, le déficit des invisibles a fluctué de façon assez limitée et s'est établi à 1,201 millions de dollars en 1965.

Depuis 1954, lorsque la valeur des exportations et des importations a été à peu près la même (3,900 millions de dollars), les exportations ont augmenté assez régulièrement pour atteindre un sommet de 8,745 millions de dollars en 1965. D'autre part, la courbe de croissance des importations a accusé des fluctuations plus prononcées. Sur une période de deux ans, la valeur des importations en dollars courants a augmenté de plus de 40 p. 100 pour atteindre 5,565 millions de dollars en 1956, et, sauf une baisse rapide de près de 8 p. 100 en 1958, alors qu'elle a été ramenée à 5,066 millions, elle s'est maintenue sensiblement à ce niveau jusqu'en 1960. Après quoi, la valeur des importations a augmenté à un rythme toujours croissant pour atteindre 8,627 millions de dollars en 1965, soit 56 p. 100 de plus qu'en 1960.

Depuis une dizaine d'années, l'importance relative des exportations de produits manufacturés a beaucoup augmenté; l'importance relative des métaux et des minéraux s'est accrue plus modestement et celle des produits forestiers a fléchi sensiblement. Le blé et la farine de blé, qui étaient en perte de vitesse, ont brusquement remonté la pente en 1961 grâce aux fortes expéditions de céréales vers la Chine continentale et d'autres pays communistes. Les très fortes expéditions de blé pour le compte de la Russie, jointes aux exportations considérables à destination de la Grande-Bretagne, du Japon, de la Chine continentale, de la République fédérale d'Allemagne et des pays de l'Europe orientale, ont porté la valeur globale des exportations de blé et de farine de blé à près de 1,100 millions de dollars en 1964, bien que le total ait été ramené à quelque 900 millions de dollars l'année suivante. Au cours des années 1960, une partie croissante de la production nationale du Canada est passée aux marchés étrangers. L'augmentation de près de 500 millions de dollars en exportations, enregistrée en 1965, tient à des expéditions plus considérables de viande, de pâte de bois, de papier journal, de métaux non ferreux, de pétrole brut et de gaz naturel, de produits chimiques et d'engrais, ainsi que de produits ouvrés. Dans le groupe des produits ouvrés, les exportations de véhicules et de pièces détachées ont doublé, passant de moins de 180 millions de dollars en 1964 à plus de 350 millions en 1965 après la signature, au début de l'année, de l'accord canado-américain sur les produits de l'industrie automobile.

\* La statistique des échanges commerciaux a été rectifiée de manière à indiquer plus exactement le moment où les transactions ont eu lieu, surtout dans le cas des biens d'équipement, et à exclure les déductions dont il est question ailleurs dans les comptes ou qui ne sont pas pertinents aux fins de la balance des paiements.